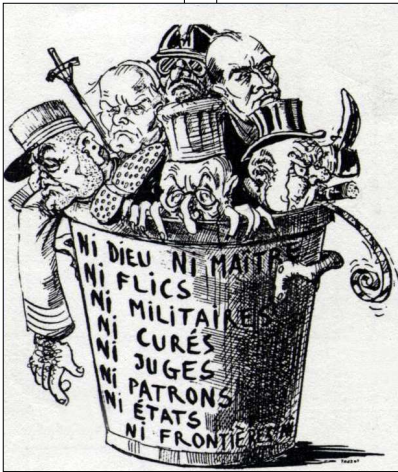


# Pour notre émancipation...

Le 1er Mai vient rappeler, depuis plus d'un siècle, que les exploités ont lutté et ont toujours à lutter pour améliorer leur sort. Né de la lutte des ouvriers aux États-Unis pour l'obtention de la journée de huit heures, il reste une manifestation de notre volonté commune, par dessus les frontières, de mettre à bas l'exploitation quotidienne et sans trêve que nous subissons. Cette nécessaire solidarité des travailleurs face à un capitalisme qui nous exploite sans frontières a été à l'origine de la création de l'Association Internationale des travailleurs (appelée communément 1ère Internationale), à Londres en 1864. C'est la réponse qu'ont alors choisie les travailleurs pour faire face à une pratique du capitalisme : la mise en concurrence des travailleurs entre eux en faisant venir des pays les plus pauvres de la main d'œuvre meilleur marché. Cette pratique, nous la connaissons encore aujourd'hui



d'hui avec la délocalisation des entreprises vers des pays où la main d'œuvre est moins chère ou l'emploi de travailleurs "sans papiers" pour celles qui ne peuvent être délocalisées comme le bâtiment, les travaux publics ou la restauration.

Le capitalisme c'est aussi la guerre économique de tous contre tous pour le contrôle des matières premières et des marchés. Cette concurrence est à l'origine des guerres et des massacres comme ceux que nous connaissons aujourd'hui au Moyen-Orient. La solidarité nous fait obligation de venir en aide aux victimes de cette barbarie et de les accueillir quand ils viennent se réfugier chez nous. Mais nous ne pouvons pas en rester là : nous devons mettre fin à cette barbarie. C'est la solidarité avec tous les exploités qui sont en lutte qu'il faut organiser sur le plan international.

**... nous n'avons d'autre choix que de nous unir par-dessus les frontières.**

Aujourd'hui, comme en 2003, nous nous trouvons dans l'incapacité de nous unir à l'intérieur même de nos frontières pour construire la grève générale reconductible qui seule pourrait faire reculer l'État et le patronat. Nous sommes dans l'incapacité de l'imposer à nos bureaucraties syndicales et nous nous laissons balader de manifestation en rassemblement parce que nous manquons de perspectives, parce que nous avons oublié que le capitalisme n'est pas aménageable et qu'il continuera de nous exploiter jusqu'à notre dernière goutte de sang. Après les retraites, la sécurité de l'emploi, la sécurité sociale..., son sbire, l'État, s'en prend au code du travail, nous prive de nos libertés et lâche ses chiens contre ceux qui, pour survivre, tentent de lui arracher quelques miettes, au risque de le ralentir dans sa course effrénée aux profits.

**Ce ne sont ni le Président de la République ni le premier ministre qu'il faut changer. Quel que soit le parti qui le dirige, l'État reste au service de ceux qui nous exploitent. C'est le système social qu'il faut changer, dans sa nature et dans son fonctionnement.**

Pour en finir avec le capitalisme et la barbarie qu'il engendre, nous devons avoir pour ambition de construire une société de justice et de liberté, sans patrons et sans État. Pour ce faire nous devons commencer par fédérer nos forces sur les bases de la démocratie directe : assemblées générales souveraines, délégués élus, mandatés et révocables à tous les niveaux.

**Unis,**

**nous pouvons nous lever pour nous opposer à tous ceux qui veulent nous maintenir en esclavage, nous pouvons abolir radicalement toute tyrannie et toute exploitation, nous pourrions enfin vivre, libres.**



**SYNDICAT INTERCO DE L'ISÈRE**

BP 223 - 38 405 - St Martin d'Hères cedex  
cnt.ait.isere@gresille.org

Permanences les mardis de 17 à 19 h Au 102 rue d'Alembert à Grenoble